

PROJET DE LA GRANDE MOSQUÉE D'ALGER

Un taux de réalisation «très appréciable» et des délais non maîtrisés

**Pour le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, le taux d'avancement du projet de la Grande Mosquée d'Alger est «très appréciable». Toujours est-il, les délais préalablement fixés pour sa réception n'ont pas été totalement maîtrisés.**

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Contrairement à la plupart des grands projets lancés ces dernières années en Algérie et qui se sont retrouvés gelés suite à la crise financière que connaît le pays, le projet de la Grande Mosquée d'Alger est maintenu sur instruction de Bouteflika, qui a chargé les ministres de l'Habitat et des Affaires religieuses de suivre sa réalisation.

Hier encore, le ministre de l'Habitat

et de l'Urbanisme, Abdelmadjid Tebboune, a effectué une visite aux différents chantiers dudit projet. «A elle seule, la grande salle de prière a atteint un taux de réalisation de 87% alors que le taux global du projet s'approche des 78%», souligne-t-il. Un taux d'avancement des travaux qu'il qualifie d'ailleurs, de «très appréciable».

Tebboune rappelle à cet effet, que lors des premières visites au chantier,

le taux d'avancement des travaux ne dépassait pas les 27%. Pour lui, aujourd'hui, l'évolution est palpable.

Quant aux délais de réception de la Grande Mosquée d'Alger, il assure que sur un retard enregistré de 18 mois, la moitié a été rattrapée. «La réception du projet est prévue pour fin décembre 2016, seulement tout dépend des circonstances. Ce délai pourrait être décalé d'un mois voire d'un mois et demi au maximum», affirme-t-il avant de préciser qu'il s'agit d'un grand projet qui nécessite des expertises, des contre-expertises, des vérifications, ... «Ce n'est pas une mosquée de quartier», dit-il.

S'agissant des matériaux de construction, le ministre de l'Habitat assure que leurs prix n'ont connu d'augmentations que sur le marché parallèle et chez les spéculateurs qui, constate-t-il, «ne ratent aucune occasion pour susciter des pénuries des produits disponibles». Selon lui, le ciment est disponible et la production nationale ainsi que l'importation continuent à assurer les matériaux nécessaires.

Abdelmadjid Tebboune exclut par ailleurs, tout impact de la crise financière sur la poursuite des projets. «Certes, le budget de l'Etat connaît des difficultés financières mais l'économie nationale se poursuit», indique-t-il.

D'ailleurs, poursuit-il, «aujourd'hui, 80% de l'économie algérienne dépend du privé et le privé n'est pas soumis aux hydrocarbures».

Et d'expliquer que le prix du pétrole impacte uniquement sur la prise en charge des pouvoirs publics de certaines dépenses et sur l'évolution du Trésor public. Un impact qui, selon lui, est loin de provoquer la suspension de tous les projets. «Nous continuons à construire des écoles, des lycées, des logements AADL, ... Seuls les grands projets ont été gelés tels que la voie ferroviaire reliant Ghardaïa à Adrar», souligne-t-il.

Ry. N.

LOGEMENT SOCIAL PROMOTIONNEL (LSP)

Remise des clés pour 2 009 familles à Alger

**Le wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, a présidé, hier, une cérémonie de remise des clés pour 2009 familles dans la formule logement social participatif (LSP) et qui concerne 13 communes de la wilaya d'Alger.**

Ces 2009 logements sont répartis sur plusieurs sites. Il s'agit des sites de Djenane Sfari (52 logements), Shaoula (166 logements),

Hammamet (92 logements), Aïn Benian (53 logements), Soudania (264 logements), Draria, Rouiba et Réghaïa. Cette opération est la 4<sup>e</sup> du genre depuis le mois de juin 2014, faisant ainsi au total plus de 7 100 logements distribués depuis cette date sur un total de 42 000 logements LSP, selon Loumi Smaïl, directeur du logement de la wilaya d'Alger. Le programme date de 2009 avec un retard de 7 ans dû essentiellement aux transferts de terrains qui ont pris du temps. «Au jour d'aujourd'hui, tout le programme est relancé et

nous en sommes à notre 4<sup>e</sup> opération et nous espérons qu'il y aura d'autres cette année au cours de laquelle nous aurons à livrer plus de 8 000 logements», a précisé le responsable.

A noter que lors de la première opération, 1 040 logements LSP ont été livrés, 103 logements LSP lors de la seconde opération et 2 013 au cours de la troisième opération. Au cours de la cérémonie de remise des clés qui a eu lieu au niveau de la salle omnisports de Chéraga, le wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, a annoncé que la 5<sup>e</sup>

opération de remise des clés pour les logements LSP aura lieu en mars prochain et concernera 2 000 logements. Ceci portera le nombre global depuis juin 2014 à 21 000 logements dans la formule LSP.

Le premier responsable de la wilaya a en outre annoncé que pour la semaine prochaine, ses services entameront la 20<sup>e</sup> opération de relogement des familles résidant dans les bidonvilles, tandis que la 21<sup>e</sup> du nombre aura lieu dès février 2016.

Y. D.

DOUANES

Résistance au changement, selon un cadre central

**Même s'il existe des résistances pour la mise en application du plan stratégique des douanes 2016/2019, son entrée est effective, assure Djamel Brika directeur central de la formation à la Direction générale des douanes (DGD).**

Ce plan apporte une plus grande rigueur et efficacité dans la sauvegarde de l'économie nationale et le directeur général des douanes, Kaddour Bentahar, accorde un grand intérêt à ce plan, a ajouté Djamel Brika.

C'était lors d'une conférence de sensibilisation et d'information ayant pour thème le «dispositif juridique de lutte contre la corruption» organisée ce dernier jeudi par la Direction régionale des douanes de Annaba au Palais de la culture et des arts Mohamed-Boudiaf. Faisant partie d'une série de quatre conférences analogues initiées par la Direction générale des douanes algériennes (DGD) dont la première s'est tenue déjà à Oran et les deux autres ont été programmées, après celle de Annaba, à Tlemcen et Ouargla. Animée par Djamel Brika, Directeur central de la formation à la DGD, et des magistrats

dont Mohamed Ridha Bounar, juge délégué et directeur des études à l'Office central de répression de la corruption, cette conférence était destinée aux douaniers notamment aux élèves stagiaires de l'Ecole des officiers de contrôle des douanes de Hjar Eddis. Elle entre dans le cadre de la mise en application du plan stratégique des douanes 2016/2019. Entré en vigueur récemment, celui-ci vise une mise à jour des missions des douanes afin de les faire adapter aux mutations que connaît le pays.

Devant un auditoire tout ouïe à ses explications, le magistrat Bounar a longuement développé les normes légales et les mécanismes nécessaires à la lutte contre la corruption.

Il relèvera à ce sujet les efforts locaux, régionaux et internationaux en énumérant les différents décrets et lois notamment les dispositions de l'ordonnance 06-01

portant sur la répression de la corruption ainsi que les traités internationaux et la coopération internationale relatifs à cette lutte. Il indiquera que le pays dispose d'organes de lutte contre les fléaux de la corruption à travers l'institution nationale de prévention et de lutte contre la corruption, la cellule de traitement du renseignement financier et l'Office central de lutte contre la corruption.

Détaillant un peu plus son intervention, le magistrat Bounar évoquera la loi contre le blanchiment d'argent. Il soulignera à ce propos l'obligation de l'utilisation du chèque pour les transactions immobilières dépassant les 5 millions de dinars et 1 million de dinars pour les autres transactions. En réponse à une question sur la protection des agents qui dénoncent la corruption, le magistrat, qui est allé plus loin en évoquant même les cas plus graves de menaces de liquidation physique visant ces derniers, fera savoir que la loi protège celui-ci, sa famille et ses proches. Pour sa part, Djamel Brika indiquera que ces conférences tendent à familiariser les agents avec des situations qu'ils sont appelés à traiter lors

de leurs différentes missions. Il insistera, par ailleurs, sur le plan stratégique 2016/2019 qui aura pour finalité de développer davantage l'amélioration des relations de la douane avec son environnement immédiat, ses partenaires. Il dira que pour cela, il est impératif de lutter efficacement contre tous les dysfonctionnements constatés. Il est aberrant que pour effectuer une déclaration en douane, le partenaire accomplit un véritable parcours du combattant.

Il lui faut traverser neuf kilomètres afin de satisfaire à cette exigence. C'est pourquoi nous réfléchissons actuellement à réduire au maximum ce parcours, précisera-t-il. Il affirmera que le directeur général des douanes tient beaucoup aux relations de celle-ci avec son environnement et notamment avec les médias.

«Nous n'avons rien à cacher. Au contraire, plusieurs affaires ont été traitées suite à des articles de presse», relèvera-t-il. S'adressant aux douaniers, il soulignera en conclusion que «l'ensemble de la corporation sera jugée à travers le comportement de chaque agent».

A. Bouacha

CARBURANTS

Suspension des actions de contestation des distributeurs privés

La décision de suspension des actions de contestation des propriétaires privés de stations-services a été prise à l'issue de la réunion qui a eu lieu hier, en fin de matinée à l'hôtel Hilton, une réunion qui a regroupé autour de la table tous les membres du bureau national de l'Uniprest (Union nationale des investisseurs privés des exploitants de relais et stations-services) et le président du CNPA (Conseil national du patronat algérien), M. Naït Abdelaziz, réunion qui avait pour but d'expliquer la conclusion d'une autre réunion similaire qui a eu lieu le 26 janvier dernier et qui avait été présidée par le directeur de cabinet du Premier ministre et dont l'objet était la problématique des marges de bénéfices sur les ventes de détail des carburants.

L'Uniprest avait estimé que la marge bénéficiaire de 0,16 DA/litre, octroyée par les pouvoirs publics, était insuffisante pour couvrir les charges d'exploitation

des stations-service en général et surtout pour les petites stations. Ceci alors que l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH) avait estimé que sur la base des données disponibles, de par la nouvelle marge octroyée, ajoutée à celle qui avait été décidée en 2013, les stations-services sont globalement rentables.

Après les débats engagés entre l'Uniprest et l'ARH, et après que chacune des parties ait eu à exposer son appréciation, il a été conclu un plan de solution en 7 points à savoir :

- La création d'un groupe de travail regroupant les représentants des ministères des Finances, ceux des ministères de l'Energie et du Commerce, de l'Uniprest ainsi que de l'ARH en vue d'examiner et de clarifier le problème des marges bénéficiaires des ventes de détail en vue de trouver et de proposer les solutions.

- Proposer des mécanismes et des mesures d'encouragement pour faciliter la diversification des activi-

tés des stations-services en complément des activités classiques.

- Le ministère de l'Energie est appelé à faciliter le règlement de mise en conformité des anciennes stations avec la nouvelle réglementation.

- Evaluer l'impact de la fiscalité appliquée à l'activité de distribution et faire les propositions éventuelles pour encourager les activités de distribution des carburants dans les stations-services.

- Une réunion est programmée aux environs du 15 février 2016 pour soumettre les propositions en vue d'un règlement définitif de la problématique.

- La mise en place d'un plan directeur pour l'implantation des stations-servicves

La suspension de contestation est donc décidée du fait que le dialogue est engagé entre les concernés et les pouvoirs publics.

Karim O.

BILANS

Novembre 54 et la faillite démocratique

Ils sont six auteurs, cinq Algériens et un Français, à avoir établi un tableau plutôt sombre de la situation de l'Algérie, soixante ans après le déclenchement de la lutte armée, et les promesses annoncées dans la proclamation du 1<sup>er</sup> Novembre 1954.

Le titre du livre présenté hier à Paris «Novembre 1954 et la faillite de la démocratie» — dédié à Hocine Aït-Ahmed et Abdelhafid Yaha, décédés en ce mois de janvier — annonce déjà le contenu, signé par des plumes connues.

Il s'agit de Mourad Bourboune, Mediène Benamar, Mohamed Benchicou, Sadek Hadjeres, Hassane Zerrouky, et Jacques Simon. Trois des auteurs, Mourad Bourboune, Mohamed Benchicou et Hassane Zerrouky étaient présents hier après-midi, pour une séance de dédicaces de l'ouvrage.

Le livre tente de montrer, comme l'indique la quatrième de couverture, de quelle manière Novembre 1954 a apporté l'indépendance, mais a oublié la démocratie.

Un constat qu'ont déjà partagé ses précurseurs, tels Mohamed Mechat, et son verdict sans appel : en 1962, on avait tous les moyens pour réussir. On avait des têtes, des militants dévoués, un peuple prêt à tout pour faire de l'Algérie un pays moderne et prospère. Mais...». Comment donc Novembre 54 a débouché sur cette faillite démocratique ? Une question à laquelle cet ouvrage collectif tente d'apporter des réponses, et sur lesquelles nous reviendrons dans nos prochaines éditions.

A. H.